

## **Société | Emmanuelle Fourneyron, présidente du CESER : « mon parcours professionnel et mon engagement militant ont toujours été liés »**



**Emmanuelle Fourneyron a été élue présidente du Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) en février dernier. Entrée dans l'institution en 2018, elle y intervenait jusqu'à présent en tant que « personne qualifiée ». Son élection a 106 voix sur 178 en fait la première femme présidente d'un CESER en France. Un symbole fort, pour cette femme engagée.**

« Ca montre qu'une femme peut être présidente, et que la parole des femmes est égale à celle des hommes », estime la quadragénaire. Elle salue l'avant-gardisme du CESER Nouvelle-Aquitaine sur la parité, appliquée dans ses instances depuis 2016 : « Il y a encore quelques mois, nous étions le seul CESER de France à avoir un règlement interne sur la parité, avec un ou deux référents égalité hommes/femmes dans chaque commission ». Emmanuelle Fourneyron est une femme de conviction. Elle le confie d'elle-même, son « parcours professionnel et l'engagement militant ont toujours été liés ». Toujours ? Elle précise : « Depuis 2002 ». L'élection du 21 avril de cette année là fait basculer la cadre supérieure à la carrière toute tracée dans la finance. « Je me suis dit que si les gens comme moi qui avaient une compétence, une conscience politique et un engagement public ne faisaient rien, rien ne changerait », se souvient-elle. A cette époque là, elle travaille encore à RCI Banque-Renault, après un passage par General Electric. Tout en gardant son poste dans l'évaluation financière, elle s'engage auprès de la Ligue des Droits de l'Homme. Elle y prend très vite des responsabilités. « Là-bas, j'ai pris conscience de l'inégalité sociale de l'accès aux soins. Pour moi, c'est l'enjeu sociétal de demain », explique-t-elle.

Ses relations au sein de La Ligue lui font rencontrer des dirigeants de la Mutualité Française. Ils lui proposent de la rejoindre. La proposition tombe à point. Après dix ans passés dans des multinationales, la jeune femme est lasse. « Plus je m'engageais au sein de la Ligue, moins je trouvais de sens à ce je faisais dans mon travail », raconte-t-elle. Elle entre à la Mutualité pour déployer un projet autour d'une politique de mutualisation du groupe. Lors de la création des agences régionales de santé (ARS), la Mutualité l'envoie créer une de ses antennes en province. La jeune femme prend la direction de l'agence d'Aquitaine. Bien que la tâche soit colossale, elle « adore le fait d'y mettre sa patte et de toucher à tous les aspects du monde de la santé ». Elle y découvre une vision très différente du monde de l'entreprise qu'elle connaissait jusqu'alors, plus locale et plus ancrée dans le territoire. « J'y ai acquis la conviction qu'il n'y a pas une mais des cultures d'entreprise, et qu'il n'y a pas d'homogénéité entre ces

différents univers. Je ne pense pas qu'un modèle soit supérieur à un autre, ils ont tous du bon et du moins bon. C'est pourtant une vision binaire répandue qui crispe beaucoup de choses », constate-t-elle. L'expérience lui servira plus tard au CESER.

## De la gestion des politiques de Santé à la recherche

En parallèle de ses fonctions de directrice de la Mutualité d'Aquitaine, elle se forme à la gestion des politiques de Santé. Elle décroche son Master en alternance en 2014. Contre toute attente, c'est aussi l'année où elle choisit de quitter la Mutualité. « Au bout de cinq ans, j'avais l'impression d'avoir fait le tour », se justifie-t-elle. Toujours soucieuse de faire sens, elle intègre l'Institut de santé publique, d'épidémiologie et de développement (Isped) de l'Université de Bordeaux en tant que cheffe de projet de 2015 à 2017. Elle deviendra par la suite une intervenante extérieure du master "management des organisations sanitaires et médico-sociales", jusqu'en 2019.

Cette expérience lui confirme qu'elle « aime le métier de l'aide à la décision des politiques de Santé ». Et qu'elle n'a décidément pas le profil d'un chercheur. « La recherche produit des modèles de connaissances qu'elle met à disposition, et c'est un travail phénoménal et remarquable. Moi, j'ai besoin d'être dans la mise en place concrète et dans l'action publique. » Elle ouvre alors un bureau d'études spécialisé dans le conseil à la décision et à l'évaluation des politiques de Santé, dont les compétences sont un condensé de son parcours – entre gestion financière, recherches théoriques et politiques de santé. Ses clients d'aujourd'hui sont les ARS et les diverses institutions de santé publique.

## Une des six "expertes" du CESER

Cette spécialisation lui fait intégrer le CESER en 2018. « J'aimais bien le rôle consultatif, de conseil, de l'institution. J'avais envie d'aller voir comment ça se passait », se souvient-elle. Elle fait partie des six membres qualifiés, c'est-à-dire des « experts » de l'institution, sur les 180 adhérents. Elle y découvre avec enthousiasme la diversité des politiques régionales : « C'est là qu'on en comprend le mieux les articulations et les interactions. On rencontre des gens qu'on n'aurait jamais croisés dans son quotidien, des personnalités avec des engagements forts, soit associatifs, soit professionnels. C'est un brassage puissant de compétences, où les uns se nourrissent des autres. » Comme dans tous ses engagements, Emmanuelle Fourneyron prend de multiples responsabilités. Elle intègre les commissions « économie », « finances », « veille et prospection » et devient secrétaire du bureau.

A la fin de la mandature de Dominique Chevillon, elle songe à la présidence. « C'est une fonction très différente de celle de secrétaire, mais en terme de charge de travail, c'est pareil », affirme-elle. La fonction la tente car elle est convaincue que le fonctionnement du CESER est en train de changer dans ses pratiques. « Avec la fusion des régions, il y a eu de nombreux renouvellements des membres. Près des trois quarts sont nouveaux, donc il y a moins de postulats établis qui pèsent sur les décisions, on s'autorise plus à se poser des questions, notamment sur le sens que l'on donne à nos missions », analyse-t-elle. Elle entend accompagner ce mouvement. Elle fait d'ailleurs sa campagne « sur un projet global », qui répond selon elle à aux questions : « c'est quoi le CESER aujourd'hui ? Que veut-on pour son avenir ? ». Son élection la confortera dans son analyse.

## De Neo Terra à Neo Societas

Pour cette mandature, Emmanuelle Fourneyron voit deux grands enjeux se profiler. Le premier est bien sûr le plan Neo Terra. Elle précise : « Le CESER l'a beaucoup soutenu et nous voulons participer à sa construction. Nous avons notamment rédigé un rapport sur la transition agro-écologique avec la préfète de Région. Là, on travaille sur la préservation de la biodiversité, à la demande de la secrétaire d'Etat Béragère Aba. » La gestion de l'eau fera également partie de ses préoccupations.

Le deuxième enjeu s'appelle « Neo Societas ». Clairement inspiré du concept de Neo Terra, ce programme proposé par le CESER entend faire des préconisations en matière de lien entre politique sociale et politique de santé. Emmanuelle Fourneyron espère ainsi « mobiliser les compétences régionales en faveur d'une société et d'une économie plus soucieuse de cohésion et de participation, autour des enjeux d'égalité, de coopération, de proximité, de durabilité et de diversité ». Le tout en maintenant un lien étroit entre les questions environnementales et les questions de santé. « L'environnement et la santé sont les deux grands enjeux de demain », analyse-t-elle, « Or, on n'arrivera pas à faire avancer l'un si on ne fait pas évoluer l'autre en parallèle. Les deux sont étroitement liés ». Avec ce plan, elle compte « ouvrir le CESER vers l'extérieur ». Elle veut ouvrir le dialogue aux collectivités territoriales au-delà des élus régionaux, aux associations, aux fédérations d'entreprises et aux chambres consulaires, « pour se nourrir des expériences locales de terrain ».

Anne-Lise Durif

*Crédit Photo : CESER*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 28/04/2021*

*[Url de cet article](#)*